*PRINCIPES THÉORIQUES DE LA CODIFICATION DU DROIT DE TRAVAIL
EN RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE POLOGNE*

*(Discussion à l'Institut des Sciences Juridiques de l'Académie Polonaise
des Sciences)*

La codification du droit de travail, initiée par les résolutions du V^e Congrès de Parti Ouvrier Polonais Unifié, se trouve dans la phase de discussions sur les principes théoriques fondamentaux. C'est à ces problèmes qu'a été consacré la seconde déjà Conférence commune de l'Institut des Sciences Juridiques de l'Académie Polonaise des Sciences et du Conseil Central des Syndicats. Une centaine de participants, travailleurs scientifiques de différents domaines de droit, représentants de l'administration de travail, de la magistrature et activistes syndicaux ont pris part à la Conférence.

La Conférence avait pour objet trois rapports suivants: du professeur dr Waclaw Szubert (Université de Łódź): *Constructions fondamentales de la partie générale du code de travail*, du professeur Zbigniew Salwa (Université de Varsovie): *Principes fondamentaux du droit de travail* et du professeur Maciej Świącicki (Haute École de Planification et Statistiques): *Portée et construction du code de travail ainsi que les institutions-clés de sa partie détaillée*.

Le professeur W. Szubert a présenté dans son rapport l'état légal actuel qui se caractérise par la dispersion des textes du droit de travail dans maints actes normatifs insuffisamment coordonnés et à un contenu qui souvent ne répond pas aux besoins spéciaux de cette branche de droit dans les rapports économiques et sociaux actuels. Les travaux de codification étant entrepris, il faut avant tout entamer le problème de la préparation de l'ensemble des prescriptions formant la partie générale du futur code de travail. Les problèmes fondamentaux qui devront être résolus dans cette partie sont notamment: 1^o le rapport du droit de travail aux autres branches de droit (droit civil, administratif et la procédure civile), 2^o le système des sources du droit de travail, 3^o la terminologie de base et des définitions légales dans le droit de travail, 4^o la conception des dispositions générales qui déterminent le caractère et les principes du code.

Selon l'avis de l'auteur le code de travail raffermira indubitablement l'autonomie du droit de travail en tant que branche distincte du droit, basée sur ses propres institutions formulées d'une façon qui convienne à ses besoins. Le code une fois entré en vigueur, il n'y aura plus lieu à se servir des anciennes prescriptions de droit civil, restées encore en vigueur en vue des rapports de travail. Le besoin de recourir aux dispositions du Code civil sera également réduit. Ce besoin limité de recourir encore aux dispositions du Code civil résultera du fait que certaines institutions semble impossible ou importun à régler en plein dans le code de travail, car ce serait répéter

les règles du Code civil. Aussi dans la partie générale du code de travail il devrait se trouver une disposition de sens pareil à celui qui fait actuellement le contenu de l'art. XIV § 3 des dispositions introduisant le Code civil, quoique le besoin de recourir auxiliairement aux dispositions du Code civil deviendra sûrement bien plus rare. Il est seulement discutable si la clause générale prévoyant l'application appropriée du Code civil devrait encore contenir un critère additionnel de conformité avec les principes du droit de travail.

Quant au rapport du code de travail au droit administratif le professeur Szubert représente l'opinion que cette question devrait être réglée par un renvoi approprié de dispositions spéciales au droit administratif. Cela porterait sur des questions telles que, par exemple, l'inspection de travail, l'organisation de l'emploi, etc. Un autre problème spécial c'est l'application des dispositions du Code de la procédure administrative. Ces dispositions, d'après l'avis du rapporteur, ne trouveront pas d'application dans la procédure à l'intérieur de l'établissement relative aux prétentions des travailleurs, elles la trouveront, par contre, dans les activités des organes munis de pouvoirs d'autorité, tels d'inspection de travail, les organes de l'emploi, les institutions des assurances sociales.

Lorsqu'il s'agit du rapport du code de travail au Code de la procédure civile, le code de travail gardera dans ses cadres les dispositions relatives aux organes appelés à décider des litiges en dehors des tribunaux. Ainsi donc le professeur Szubert a admis pour critère de répartition des matières entre le Code de la procédure civile le forum appelé à décider des litiges.

En présumant un caractère général et universel du code il faut cependant tenir compte du fait que certaines catégories des travailleurs feront l'objet de réglementations spéciales, ce qui n'exclut pas l'application des dispositions générales du code de travail. Un rôle important reviendra aux accords collectifs de travail en tant que des actes reconnaissant aux travailleurs des droits spéciaux relatifs aux conditions et le caractère de leur travail. A côté des conditions auxquelles doivent répondre les contrats de travail (conditions de travail et de salaire), il faut reconnaître dans le code pour des éléments du contenu des accords à un caractère normatif également les prestations des établissements de travail en faveur des épouses de travailleurs, ainsi que les dispositions déterminant les droits spéciaux des conseils syndicaux d'établissement et autres organes syndicaux.

Le code de travail doit régler toutes les matières essentielles d'une façon aussi complète que possible, et le renvoi aux actes exécutifs ne devrait pas dépasser les besoins réels de rendre concrètes et suffisamment détaillées les dispositions contenues dans le code.

Le professeur Z. Salwa a souligné dans son rapport l'importance des problèmes des principes du droit de travail aussi bien pour la doctrine que pour la pratique. Il indique en même temps que ces problèmes ne sont pas suffisamment traités dans la doctrine socialiste du droit de travail, qu'ils donnent champ à bien des controverses qui devront être tranchées au cours des travaux de codification. Suivant l'avis de l'auteur, on doit reconnaître pour principes du droit de travail celles des règles générales, qui en se trouvant au centre même des normes du droit de travail et en reflétant le caractère des rapports sociaux de travail existants, exprimeraient d'une manière normative les idées propres aux rapports socialistes de travail et qui

devraient être la base de tout le système du droit de travail ou de ses sections fondamentales. Les principes du droit de travail ainsi conçus du point de vue normatif auraient à remplir trois fonctions importantes:

1° celle de directives législatives, dans ce sens que les actes juridiques faits au cours du procès législatif à venir doivent leur être conformes;

2° celle de directives formant les activités des organes du pouvoir et de l'administration en pratique;

3° celle d'indications pour l'interprétation et application des prescriptions du droit de travail.

Selon la conception du professeur Salwa les principes du droit de travail doivent faire l'objet d'un chapitre spécial de la partie générale du code, ce qui leur donnerait une importance aussi bien idéologique et politique que juridique. Ces principes devraient porter sur l'ensemble des dispositions du droit de travail aussi bien comprises dans le code que se trouvant en dehors de ce code. D'autre part, ils devraient être limités aux principes fondamentaux, ayant un caractère plus général et une importance juridique sociale. Ceci implique l'omission de certains principes qui, étant bien des principes du droit de travail (p.ex. le principe de prêter le travail personnellement ou le principe du risque de l'employeur), ne présentent pas le caractère de fondements. Ces principes fondamentaux pourraient être une reprise, à un certain degré, et une formulation plus précise du point de vue juridique des principes de régime formulés dans la Constitution et reconnus pour des principes du droit de travail. Il reste cependant à voir lesquels des principes constitutionnels devraient être transformés et précisés en principes fondamentaux du droit de travail. Pour finir son raisonnement le professeur Salwa a proposé de classer dans un chapitre à part du code les suivants principes du droit de travail: 1° le principe de liberté des rapports de travail, 2° la liberté de s'associer en syndicats professionnels, 3° le droit au travail, en tant que droit à l'emploi selon les capacités possédées et à la durabilité du rapport de travail existant, 4° le principe de rémunération du travail suivant son genre, sa quantité et qualité, 5° le droit à la protection de la santé et à une assistance en cas de maladie et d'incapacité au travail, 6° le droit au repos, 7° le principe de la représentation des intérêts du travailleur par les syndicats, 8° le principe de privilégier le travailleur.

Le rapport du professeur Świącicki, dans sa partie générale, contient une analyse de la portée et de la construction du futur code de travail. La question des assurances sociales est restée en dehors de ces considérations. Celles-ci en effet, quoique faisant indubitablement partie du droit de travail, en sont néanmoins une partie autonome. Aussi faut-il tenir compte du fait, qu'à l'avenir, l'ensemble de la réglementation du droit de travail comprendra le code de travail et le code des assurances sociales. Ensuite, le professeur Świącicki enregistra les rapports entrant dans le domaine du droit de travail. Ce catalogue constitue le point de départ pour établir quelles questions doivent trouver place dans le code et quelles n'y entreront pas.

Quant au rapport du code aux lois spéciales, le rapporteur s'est déclaré en faveur de l'uniformisation des principes et solutions fondamentales tout en gardant un même, sinon plus grand, degré de différenciation des règlements détaillés, que l'on doit adapter aux besoins de la branche, des qualités spécifiques des groupes de travailleurs, etc. L'interprétation de toutes les prescriptions du droit de travail devrait être soumise à des principes unifor-

mes du droit de travail, principes fondamentaux explicitement indiqués dans le code, ainsi qu'autres principes du droit de travail découlant des dispositions du code. Le professeur Świącicki s'est donc déclaré pour la généralité de la portée objective du code, en n'admettant des exceptions objectives que lorsqu'elles sont une conséquence des exceptions subjectives.

Quant à la portée subjective, le rapporteur considère qu'il est discutable de soumettre au code les travailleurs qui prennent directement ou indirectement part à exercer le pouvoir d'État. Ce groupe comprend des catégories de travailleurs bien différenciées, à commencer par les travailleurs des conseils populaires, ensuite les travailleurs des offices centraux et des institutions d'État, les instituteurs, les travailleurs scientifiques enseignant et ceux de recherche scientifique, des juges et procureurs, à en finir par les fonctionnaires de la Garde des Prisons et de la Milice Civique ainsi que les militaires de carrière. Le dit groupe devrait, d'après le rapporteur, être subdivisé. Une partie serait soumise au code, l'autre resterait en dehors de son influence, le critère de cette division étant le degré de disponibilité de la personne prêtant son travail. Le code de travail devrait avoir une portée subjective aussi large que possible. Il devrait donc s'étendre aussi sur les travailleurs de l'agriculture et comprendre les dispositions sur la formation professionnelle et la protection du travail des jeunes. Par contre, le rapport de travail en coopérative devrait être traité par la loi sur les coopératives et leurs associations.

Une des questions qui a eu une part relativement large dans la discussion c'était le rapport du code de travail au Code civil. D'un côté, on présentait l'opinion que le code de travail ne devrait pas répéter les prescriptions du Code civil et qu'il ne devrait, par contre, porter que sur les questions qui auraient à être réglées d'une manière différente de celle du Code civil. En conséquence, la plupart de ceux qui ont pris la parole se sont déclarés pour l'introduction dans le code d'une clause générale prévoyant une application «appropriée» des dispositions du Code civil. Il y a eu cependant aussi des voix en faveur de la résignation de la condition de la conformité de ces dispositions avec les principes du droit de travail. De l'autre côté, on proposait de rendre le code plus autonome en réglant aussi pleinement que possible les problèmes appartenant à la partie générale et en ne renvoyant qu'à des dispositions du Code civil explicitement indiquées sans se servir de clause générale.

Dans la matière du rapport du code de travail au Code de procédure civile, on constatait que le caractère du litige devrait décider du forum propre à la trancher. On a souligné la nécessité d'établir un statut des commissions d'arbitrage et les principes de procéder devant ces organes. Jusqu'à présent cette question n'est pas réglée et c'est pourquoi certains principes du Code de procédure civile doivent y trouver application. Il y a eu également des voix qui attiraient l'attention à la tendance de la législation actuelle à une stricte délimitation du droit matériel de la procédure et constataient que les prescriptions réglant la procédure devant les commissions d'arbitrage appartenaient au droit de procès civil.

Les problèmes des principes du droit de travail ont été aussi discutés. On soulignait, en particulier, que les principes devaient porter un caractère nettement normatif et que la conception du rapporteur semblait leur prêter un caractère, en quelque sorte, de postulats. On soulevait également la ques-

tion de placer les principes du droit de travail en caractère de postulats à la partie préliminaire en introduisant en même temps les principes au caractère *sensu stricto* normatif dans les sections particulières de la partie détaillée du code de travail.

Lorsqu'il s'agit de la construction du code il a été présenté une opinion selon laquelle la matière du code devrait être divisée en quatre parties fondamentales: 1) de régime, 2) des obligations du droit de travail, individuelles et collectives, 3) de la protection des obligations (inspection de travail, commissions d'arbitres), 4) relative aux conséquences de la violation des obligations — toutes les formes de la responsabilité dans le droit de travail.

Pour terminer, on a souligné que la discussion sur ces problèmes fondamentaux était bien profitable pour les futurs travaux sur la codification du droit de travail en République Populaire de Pologne.

Andrzej Malanowski